



Revue de l'OFCE – Appel à contributions Numéro thématique

Enjeux socio-économiques de l'action pour le climat

Atteindre la neutralité carbone dans les trois prochaines décennies est une nécessité impérieuse pour limiter le changement climatique et endosser notre responsabilité différenciée. Pour autant, et malgré l'ambition de cet objectif, des politiques d'adaptation et le renforcement de la résilience devront être mis en œuvre pour faire face aux effets du dérèglement climatique d'ores et déjà perceptibles. Les difficultés soulevées par l'atténuation et l'adaptation sont à la fois techniques, économiques et sociales. Mais le défi s'exprime également en terme de mise en œuvre de politiques publiques qui visent à modifier dans leurs fondements les comportements les plus profonds et en demandant un partage le plus équitable de la charge qu'elles imposent. Le renforcement de l'action demande donc d'identifier les synergies et les arbitrages entre objectifs écologiques, économiques et sociaux, les conditions et modalités requises pour réconcilier ces divers enjeux, les évolutions organisationnelles et institutionnelles nécessaires pour réaliser les choix collectifs et lever les obstacles à l'action.

Ce numéro spécial de la revue de l'OFCE a pour objet de **contribuer au débat public sur l'articulation entre transition écologique¹ d'une part, et enjeux socio-économiques de l'autre**. Un premier volet « diagnostic »

¹ Qui se décline aussi bien dans des mesures d'atténuation que d'adaptation.

portera sur les leçons à tirer du passé et du présent, et un second volet plus prospectif mettra l'accent sur les politiques et les moyens à mettre en œuvre afin de concilier les différents enjeux.

En particulier, ce numéro spécial permettra d'explorer de multiples articulations :

- Articulation des actions de court-terme : action pour le climat et autres enjeux socio-économiques, en particulier contemporains à la crise sanitaire ou amplifiées par celle-ci (gestion de la sortie de la crise sanitaire, limiter le chômage, réduire les inégalités, réduire les précarités ...)
- Articulation des temporalités (court-terme/long-terme) : gestion de la dynamique des politiques et de leurs effets, modèles de développement
- Articulation des échelles géographiques : territoriales/nationales/globales
- Articulation institutionnelle : relative aux questions de gouvernance, de démocratie et des représentations, rapport entre finalités et moyens

Nous invitons les auteurs à contribuer à ce numéro spécial sur les thèmes suivants² :

- Valeur du carbone (taxe, valeur tutélaire, valeur sociale)
- Paquets d'instruments/Paquets de mesures
- Finances (publiques et privées)
- Politiques publiques
- Technologies/Progrès technique/Innovation
- Coûts de l'action pour le climat
- Gagnants et perdants potentiels de la transition (classes de population, secteurs économiques, territoires)
- Efficacité et équité
- Croissance verte
- Orientation de l'épargne/Investissements
- Cohérence des discours sur la transition (technologiques, sociétaux, économiques)
- Systèmes d'échanges de quotas/marchés du carbone
- Sobriété (énergétique, foncière, etc.)
- Energies renouvelables
- Traitement de l'incertitude

Comment soumettre:

Les auteurs sont invités à soumettre un article en français ou en anglais pour ce numéro spécial à revue.ofce@sciencespo.fr et à meriem.hamdicherif@sciencespo.fr en précisant ainsi comme sujet du courriel : « Soumission au numéro spécial "action pour le climat" ».

Les articles seront soumis à un processus d'évaluation académique standard (voir la [note aux auteurs](#) pour davantage de précisions).

Calendrier :

Date limite de soumission: 15 Septembre 2021

² La liste des thèmes n'est pas exhaustive

Réponse aux auteurs : Octobre 2021

Retour des articles révisés : Décembre 2021

Publication en ligne : Janvier 2022

Publication finale : Février 2022

Comité éditorial pour ce numéro spécial :

Emmanuel Combet (ADEME), Charlotte Halpern (Sciences Po), Meriem Hamdi-Cherif (OFCE), Fanny Henriet (PSE), Gissela Landa (OFCE), Julien Lefèvre (CIRED), Benoît Leguet (I4CE), Paul Malliet (OFCE), Stephanie Monjon (Université Paris Dauphine), Antonin Pottier (EHESS), Frederic Reynes (OFCE), Julie Rozenberg (Banque Mondiale), Xavier Timbeau (OFCE) et Henri Waisman(IDDRI)